

Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura**

Band (Jahr): **44 (1973)**

Heft 2

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

LES INTÉRÊTS DU JURA

BULLETIN DE L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU JURA
CHAMBRE D'ÉCONOMIE ET D'UTILITÉ PUBLIQUE DU JURA BERNOIS

XLIV^e ANNÉE

Paraît une fois par mois

No 2 Février 1973

SOMMAIRE

M. Brugger : Nous devons maintenir une économie à forte productivité — Civilisation industrielle et environnement — Vers une gestion régionale des ressources naturelles

M. Brugger : Nous devons maintenir une économie à forte productivité

« Pour moi, il n'existe hélas aucun doute », a déclaré le conseiller fédéral Brugger dans une conférence tenue récemment à Zurich : « Le besoin, parfois même la contrainte de recourir à l'Etat pour résoudre les problèmes de la société économique moderne va s'accroître sensiblement à l'avenir. » M. Brugger en déduit que l'individu, les groupes économiques et l'Etat ne devraient plus s'opposer comme groupes d'intérêts, mais se trouver en partenaires véritables pour essayer de résoudre ensemble les tâches imposées à la société industrielle et de créer le cadre nécessaire pour la liberté de l'individu et des forces de l'économie privée.

Une vague de fond s'est emparée de peuples entiers : l'optimisme qui espérait que l'énorme croissance économique amènerait le paradis sur terre a fait place au pessimisme mondial. Le rapport homme - nature - économie a perdu son équilibre, estime M. Brugger. « L'homme dans ses limites a peur devant les possibilités apparemment inépuisables de la science, de la technique et de l'économie. » C'est pourquoi il réclame une « pause pour reprendre son souffle ». Lors de chaque augmentation du bien-être, nous devrions nous interroger sur le prix qu'il faudrait payer non seulement nous, mais surtout les générations futures. L'économiste et tout spécialiste a la mission de prévoir et d'agir de telle manière que ses buts et son action soient profitables à la communauté humaine.

Un « jeu de société schizophrène » apprécié consiste aujourd'hui à prêcher aux autres l'eau et à boire soi-même du vin. Le conseiller fédéral Brugger a mis en garde contre la « mode de la critique du bien-être ». Pour éviter les tensions sociales, nous devons tout faire à l'avenir pour maintenir une économie à forte productivité et à grands revenus sociaux. « Je voudrais dire cela avant tout à ceux qui, me semble-t-il, se moquent de manière un peu facile et irréfléchie des réalisations économiques et qui se mettent au-dessus de faits économiques d'un geste supérieur. » Faire de l'économie un bouc émissaire et lui adresser des reproches quand elle essaie de travailler de manière productive et d'obtenir des bénéfices pourrait être lourd de conséquences, a encore déclaré M. Brugger dans sa conférence.